

Au fil des décennies, un « environnement protecteur » s'est installé aux côtés des grandes sociétés transnationales. Tout en participant à l'évasion fiscale et autres opérations d'appauvrissement de l'économie au détriment des entreprises et des Etats, les transnationales s'efforcent d'entretenir leur image de marque d'« entreprise modèle » et celle de leurs dirigeants. Ceux-ci sont évalués, estimés, vérifiés, audités, conseillés, notés, voire primés et glorifiés. Si l'audit, la vérification et le conseil à l'entreprise sont nécessaires à son développement, le mélange des genres tend à se généraliser jusqu'à ne plus être que l'habillage d'une relation incestueuse entre entreprise et auditeur. Souvent étroitement liés contractuellement, ils sont parfois carrément financés et administrés par les sociétés qu'ils notent et évaluent !

L'affaire Enron et bien d'autres ont mis en lumière les pratiques frauduleuses par lesquelles les dirigeants contemporains du célèbre cabinet Andersen (dont Eric Woerth était directeur associé) avaient quelque peu confondu probité intellectuelle avec commerce de services. De même, les dirigeants de sociétés transnationales reçoivent-ils souvent des prix les décrétant « modèle de gestion », « meilleur gestionnaire » ou « stratège de l'année ». Des agences et des médias dont ils sont souvent eux-mêmes fondateurs, investisseurs, administrateurs ou actionnaires leur décernent d'excellentes notations et des prix de bonne conduite. Le système ne redistribuant pas aux citoyens les fruits des richesses qu'ils produisent, les possédants doivent entretenir dans l'opinion publique l'illusion d'un monde presque parfait. Illusion que les grandes sociétés sont bien gérées dans l'intérêt général ; illusion que les dirigeants sont, presque par nature, irréprochables ; illusions que les fruits de la croissance et de la rentabilité profitent à tous, sans du reste trop préciser qui reçoit vraiment quoi ; illusion que la mondialisation économique et financière dont ils sont les apôtres apporte paix et prospérité aux peuples de la terre quand la guerre et la misère gangrèment des régions, voire des continents entiers comme l'Afrique. Pendant de cette image d'Epinal cent fois répétée à longueur de médias, d'opérations de communication multi-langues et de discours politiques à la gloire de ces grands stratèges : si les choses ne vont pas, c'est que le citoyen de la « France d'en bas » ne travaille pas assez, coûte trop cher, prend sa

retraite trop tôt, a trop d'avantages sociaux, prend trop de vacances, se soigne trop... Bref, il faut « travailler plus pour gagner plus ».

La société Vigeo, qui se présente comme le « leader européen de la notation extra-financière », note la « France d'en haut », alors que le Crédit Agricole Mutuel, la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne, BNP-Paribas, Suez et EADS sont aux postes de direction de l'agence de notation. Quant à son collègue d'entreprises, il est composé de la plupart des représentants des principales grandes sociétés transnationales à base française, soit une quarantaine au total parmi lesquelles Pinault, Crédit Lyonnais, Axa, Airbus, EADS, Veolia, Accor, France Télécom, GDF, Total, Renault, Danone, Thales, etc... En gros, le CAC 40 s'offre les moyens de se noter lui-même. Autant de sociétés très bien notées pour leur gouvernance d'entreprise et les suppressions de postes qu'elles planifient à longueur d'années...

Il en va un peu différemment pour les agences de notation financière, qui sont là pour analyser les entreprises, les Etats ou les collectivités, et évaluer leur qualité. Le seul objectif d'une notation est de mesurer le risque. Moody's, par exemple, l'une des quatre grandes agences de notation au niveau mondial, se fonde sur trois principaux éléments analytiques : l'environnement économique, commercial et réglementaire qui détermine les conditions d'activité de l'institution, le rôle de cette dernière au sein du système financier de son pays d'origine et ses « fondamentaux », tant sur le plan financier qu'au niveau du management. Evidemment, la note donnée à une entreprise est toute relative de sa réalité puisque celle-ci n'est que l'interprétation de l'information que l'entreprise transmet. La note maximale, AAA, que l'agence Standard & Poor's a récemment retirée au produit financier France (voilà à quoi nous sommes réduits), n'existe plus en pratique pour aucune dette souveraine, selon le chroniqueur de BFM Business Olivier Delamarche – également associé et gérant de Platinum Gestion – ce qui signifie qu'il n'existe plus aucun actif sans risque.

Sur le plan politique, les gouvernements qui se sont succédé depuis soixante ans ont laissé faire et favorisé la financiarisation de l'économie pour parvenir au désastre actuel. La période des années

1950-1980, qui marque le début des investissements directs à l'étranger, est celle d'un nouveau régime de l'accumulation du capital par les grands propriétaires privés de l'économie sur tous les continents. Privatisation de l'économie et affaiblissement du rôle de l'Etat vont de pair dans un mouvement qui ne cesse de s'accélérer. S'il arrive aujourd'hui que des députés interpellent le gouvernement sur certains aspects de la gestion des entreprises, rien de décisif n'est encore venu sur la question de l'évitement de l'impôt par les grandes entreprises, du rôle des places off shore, de la démocratisation du système bancaire et financier comme de la régulation et de la transparence des marchés financiers. La tromperie gagne en ampleur avec le président Sarkozy : lui qui déclarait vouloir « agir pour renforcer la transparence et la régulation des marchés [...] et la responsabilité de tous les acteurs, y compris des agences de notation », n'a rien engagé de concret et de décisif en ce sens, bien au contraire. L'engagement déclaré fut vite abandonné au point de ne pas figurer dans les quatre priorités du gouvernement français lorsque Sarkozy assumait la présidence tournante de l'Union européenne. Union européenne dont le nouveau président de la banque centrale, Mario Draghi, en tant que vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs International de 2002 à 2005, a accompagné la mise hors bilan d'une partie de la dette souveraine de la Grèce, aujourd'hui prise au piège de la monnaie unique et condamnée à mort.

Jean-Loup Izambert et Jean-Yves Dufour, pour *Salut public*, 29 février  
2012